



CCI DRÔME

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Appel d'offres ouvert

*Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5
du Code de la commande publique.*

MARCHE N°2526D02AO

**PRESTATIONS POUR LA REALISATION DU MAGAZINE
« L'ECONOMIE DRÔMOISE »**

POUVOIR ADJUDICATEUR

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Drôme

52-74 Rue Barthélémy de Laffemas

BP 1023

26010 VALENCE

Profil Acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Cellule de la commande publique : marches@drome.cci.fr

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	3
1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
5.1 – Date prévisionnelle de début du marché.....	5
5.1 - Durée du contrat	5
5.2 - Reconduction.....	5
5.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents.....	5
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
6.3 - Clause de déclenchement de la révision des prix	7
6.4 – Clause de butoir	7
6.5 – Clause de sauvegarde	7
7 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	7
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
8.3 - Délai global de paiement.....	8
8.4 - Paiement des cotraitants	8
8.5 - Paiement des sous-traitants	8
9 - Conditions d'exécution des prestations	9
10 - Développement durable.....	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations	12
11.1 - Vérifications	12
11.2 - Décision après vérification.....	12
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	12
13 - Pénalités	12
13.1 - Pénalités de retard.....	12
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	12
13.4 - Autres pénalités spécifiques.....	13
14 - Assurances.....	13
15 - Clause de réexamen.....	13
16 - Résiliation du contrat.....	14
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	14
16.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	15
16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	15
17 - Règlement des litiges et langues.....	15
18 - Dérogations	15
19 - Dispositions techniques du contrat	16
19.1 - Présentation de la CCI de la Drôme	16
19.2 – Caractéristiques principales du magazine	18
19.3 – LOT N°1 – MISE EN PAGE – Caractéristiques techniques.....	18
19.4 – LOT N°2 – IMPRESSION – Caractéristiques techniques.....	19
19.5 – LOT N°3 – ROUTAGE – Caractéristiques techniques	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

La réalisation des prestations de mise en page, d'impression, de routage du magazine « L'économie Drômoise » de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Drôme.

Le Magazine d'information économique édité par la CCIT de la Drôme est distribué gratuitement aux entreprises ressortissantes de la Drôme.

Cet accord-cadre fixe également toutes les conditions d'exécution des prestations suivantes exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur : besoins prévisionnels à la date de la consultation et recensés au sein du BPU.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents, pour les prestations suivantes : besoins non recensés au BPU.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Prestations de mise en page
02	Prestations d'impression
03	Prestations de routage

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec un maximum de 250 000 € HT est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront des marchés à bons de commande avec maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour les besoins prévisionnels à la date de la consultation et recensés au sein du BPU.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pour des besoins non recensés au BPU.

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande.

Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin. La consultation prendra la forme d'un courrier électronique. A noter que l'intégralité des échanges écrits se fera prioritairement par courriel, avec accusé de réception. A cet effet, les titulaires devront indiquer au pouvoir adjudicateur un courriel valide. L'offre du titulaire sera effectuée sous forme d'un devis accompagné des modalités éventuelles d'exécution. Sur celui-ci devra être indiqué la référence de l'accord-cadre ainsi que le lot concerné.

Le devis précisera également un délai de livraison en jours ouvrés à compter de la commande.

L'offre précisera également un délai de livraison en jours ouvrés à compter de la commande.

Les offres formulées au fur et à mesure des marchés ultérieurs devront être conformes aux limites contractuelles fixées dans le présent accord cadre, relativement aux prix et aux délais.

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Les bons de commande
- Les marchés subséquents (MS) et leurs annexes
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 – Date prévisionnelle de début du marché

Le présent marché débutera avec la mise en page, l'impression et le routage du numéro 238 de l'Economie Drômoise, en février 2026.

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations du bordereau de prix et de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de livraison...)

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés **fermes la première année**, puis révisibles chaque année à la date d'anniversaire de sa notification.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 15\% + 85\% (\text{SYN REV (n)} / \text{SYN REV (o)})$
02	$C_n = 15\% + 85\% (010764131 \text{ (n)} / 010764131 \text{ (o)})$
03	$C_n = 15\% + 85\% (010766609 \text{ (n)} / 010766609 \text{ (o)})$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	SYN REV	Indice SYNTEC
02	010764131	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes
03	010766609	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 82.19 – Photocopie, préparation document, autres services spécialisés soutien de bureau

Pour les prestations à prix unitaires : Le titulaire devra transmettre un nouveau bordereau de prix au moment de la révision des prix avant toute facturation aux prix révisés.

L'affranchissement est soumis à ajustement : le prix de l'affranchissement pourra être modifié en fonction de l'évolution des prix publics des opérateurs postaux. Le titulaire fournit au Pouvoir Adjudicateur les pièces justifiant de cette augmentation de prix au moins 1 mois avant le jour J de parution.

6.3 - Clause de déclenchement de la révision des prix

La révision de prix ne s'appliquera que lorsque l'incidence de la révision sera supérieure ou égale à 1% du montant des prix initiaux.

6.4 – Clause de butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision des prix sera limitée à une augmentation de 3% (trois pour cent) maximum l'an.

6.5 – Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché, dans le cas où la révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 6% (six pour cent) d'une période à l'autre.

7 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme E-ATTESTATIONS mise à disposition gratuitement par la CCI, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18263001200017
- Code service : ETB100
- Numéro d'engagement juridique : 2526D02AO

Contact comptabilité facturation : fournisseurs-drome@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

- En phase consultation : demande de compléments, rejets, attribution du marché,
- En phase exécution : les éventuels avenants, et les échanges liés à des difficultés d'exécution.

En revanche, la notification des bons de commande ne sera pas effectuée par le biais du profil d'acheteur.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Les prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Lot(s)	Désignation
1	Prestations de mise en page
<u>Spécifications techniques :</u> <u>Supports des livrables</u> Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et/ou sur supports éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC). Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité. <u>Conditions d'exécution</u> <u>Allègement des flux numériques</u> L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.	

Suivi des prestations

Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.)

Transport

Le titulaire privilégie, pour les déplacements liés aux réunions, l'utilisation de modes de transport à faible émission de CO₂, tels que le train, les transports en commun ou le covoiturage, chaque fois que cela est possible.

Lot 2 Prestations d'impression – Lot 3 Routage

Spécifications techniques

Papiers et supports imprimables (Lot 2 Prestations d'impression)

Le titulaire doit s'assurer de la qualité environnementale des papiers et des supports imprimables notamment sur la traçabilité de leur provenance.

À ce titre, le titulaire utilise par défaut, et sauf demande contraire expressément formulée par l'acheteur, des papiers et des supports imprimables écoresponsables présentant, les caractéristiques suivantes :

- Papier éco-labellisé ecolabel européen, NF environnement, Imprim'vert, Ange bleu ou équivalent ;
- Papier certifié issu de forêt gérées durablement labellisé FSC (Forest Stewardship Council), PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes), ou équivalent.

Encres (Lot 2 Prestations d'impression)

Le titulaire doit utiliser des encres permettant de réduire l'émission de composés organiques volatiles (COV) et des poudres de toners contenant le moins de substances toxiques possible. Dans cette perspective, le titulaire privilégie les encres à base aqueuse ou des encres végétales conformément aux engagements précisés dans le cadre de réponse et/ou fiche technique ».

D'une manière plus globale, le titulaire recourt à des produits ne contenant pas des substances dangereuses, facilitant la gestion des déchets et le recyclage.

Le titulaire transmet, à la demande de l'acheteur, tous documents justifiant du caractère écoresponsable des encres utilisés dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Emballages (Lot 2 Prestations d'impression et Lot 3 Routage)

1. Réduction des emballages

Conformément aux engagements précisés dans le cadre de réponse, le titulaire veille à limiter les emballages des produits, notamment en évitant les suremballages et en réduisant le poids ainsi que le volume des emballages, y compris les conditionnements secondaires (cartons, films, etc.).

2. Choix des matériaux

Le titulaire privilégie, dans la mesure du possible, les emballages recyclés, recyclables et issus de ressources renouvelables. Les emballages en carton ou papier kraft sont à favoriser par rapport aux plastiques.

De plus, les emballages doivent, lorsque cela est techniquement et économiquement possible, respecter les principes suivants :

- Concevoir des emballages facilitant leur recyclage et/ou réutilisation, en évitant l'utilisation de métaux lourds tels que le plomb, le cadmium, le mercure et le chrome hexavalent ;
- Employer des plastiques exempts de polymères halogénés, idéalement conformes à la norme ISO 11469 ou équivalent ;
- Préférer les emballages sans polyvinyle (PVC) lorsqu'ils sont à usage unique ;
- Accorder la priorité aux emballages mono-matériau (fibres celluliques, matières recyclées ou plastiques disposant d'une filière de recyclage opérationnelle).

Le titulaire fournit, à la demande de l'acheteur, tout justificatif relatif au caractère écoresponsable des emballages utilisés pour l'exécution du présent accord-cadre.

Conditions d'exécution

Matériel d'impression (Lot 2 Prestations d'impression)

Le matériel utilisé dans le cadre du marché répond aux exigences minimales suivantes :

- Une consommation énergétique économe ;
- Une réduction des polluants et des substances toxiques ;

Modalité de transport (Lot 2 Prestations d'impression et Lot 3 Routage)

Pour la réalisation des prestations de livraison prévues dans le cadre du marché, le titulaire doit adopter des pratiques de transport respectueuses de l'environnement :

- Il privilégie l'usage de véhicules à faibles émissions de CO₂, lorsque les trajets le permettent, notamment par le recours à des modes de transport alternatifs (véhicules électriques, hybrides, etc.).
- Les livraisons doivent être optimisées afin de réduire la consommation de carburant et limiter l'empreinte environnementale, notamment par une planification efficace des itinéraires et une mutualisation des trajets lorsque cela est possible.

Gestion des déchets (Lot 2 Prestations d'impression)

- Le titulaire est responsable de l'ensemble des déchets générés lors de l'exécution des prestations.
- Les déchets doivent être acheminés vers des filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur.

Suivi et reporting

Bilan annuel des mesures écoresponsables :

Réduction de l'empreinte carbone

Description des moyens logistiques employés pour limiter l'impact environnemental lors de l'exécution des prestations (optimisation des déplacements, mutualisation des livraisons, recours à des transports à faibles émissions, etc.).

Gestion et traçabilité des déchets

- Présentation d'un bilan de gestion des déchets générés.
- Documentation de la traçabilité des filières de traitement ou de recyclage utilisées.

Qualité écoresponsable des encres et papiers et supports imprimables

- Fourniture d'une liste des travaux réalisés avec des encres aqueuses ou végétales.
Transmission des preuves associées (factures ou attestations des fournisseurs d'encre).

- Fourniture d'une liste des travaux réalisés avec des papiers ecolabellisés ou certifiés issus de forêts gérées durablement.

La transmission de ces éléments de reporting, ainsi que des justificatifs afférents (certificats des ecolabels, attestations fournisseurs, etc.), pourra se faire à la demande de l'acheteur, sans que cela constitue une obligation systématique, afin de favoriser la transparence et l'amélioration continue.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Service prescripteur.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.4 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Précisions
En cas de non-respect des obligations en matière de développement durable exigées dans le CCP	Une pénalité de cinquante euros (50) euros par constatation d'un manquement
En cas de non-transmission des documents prévus (bilan annuel des mesures prises en matière de développement durable).	Une pénalité de cinquante euros (50) euros par constatation d'un manquement

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

Modifications et ajouts pour cause d'évolutions techniques ou technologiques

En cours d'exécution du marché le pouvoir adjudicateur, avec le consentement du titulaire ou à la demande de ce dernier, peut procéder à des modifications et à des ajouts de prestations prévues au marché afin de répondre à des évolutions d'ordre technique ou technologique.

Ces évolutions peuvent notamment aboutir à :

- la substitution de la prestation d'origine par une prestation de remplacement ;
- ou l'ajout d'une nouvelle prestation par déclinaison fonctionnelle de celle déjà existante au marché.

En tout état de cause :

- **En cas de modification : la prestation modifiée** est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au marché et doit être techniquement équivalente ou supérieure à la prestation proposée initialement.
- **En cas d'ajout : la prestation ajoutée** est conforme à l'objet du marché et en lien direct (déclinaison ou accessoire ou option) avec la prestation du marché et nécessaire à la bonne exécution du marché.

Le prix net de la prestation modifiée ou ajoutée est déterminé de la manière suivante :

- le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre la prestation modifiée ou ajoutée et la prestation analogue existant au marché.

Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et normative

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des prestations figurant au bordereau de prix, et/ou en l'ajout d'une ou plusieurs prestations non prévues au bordereau de prix.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des prestations.

- **Modification du montant maximum**

Le montant maximum du contrat pourra faire l'objet d'un réexamen par les deux parties si cette modification est rendue nécessaire :

- ↳ Par l'évolution des coûts du contrat, résultant d'événements irrésistibles et extérieurs aux parties, conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché, des sommes ayant un impact significatif sur l'équilibre du contrat.

Réexamen des conditions financières, notamment dans les cas suivants :

- En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;
- En cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.

1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.2 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

19 - Dispositions techniques du contrat

19.1 - Présentation de la CCI de la Drôme

Organisme public	<p>La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme est un établissement public administratif de l'Etat. A ce titre, elle assure la redescende des politiques publiques. Elle est au service des entreprises (ressortissants) du département inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS).</p>
Des missions	<p>La CCI de la Drôme assure deux principales missions :</p> <ul style="list-style-type: none">• Représenter les intérêts des entreprises auprès des Pouvoirs Publics et de nombreux partenaires• Accompagner au quotidien la création, la transmission et le développement des entreprises de la Drôme.
Une organisation politique sous tutelle de l'état	<p>L'organe délibérant d'une CCI est une assemblée composée de chefs d'entreprises bénévoles, élus pour 5 ans qui fixe les grandes orientations selon :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les schémas sectoriels de la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes,• Le Contrat d'Objectifs et de Performance signé entre l'état et le réseau des chambres de commerce et d'industrie de France• La Convention d'Objectifs et de Moyens signée par le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes, CCI France et le réseau CCI Auvergne-Rhône-Alpes• Et les différentes lois en vigueur (loi PACTE, loi Avenir...).
Objectifs de la consultation	<p>Prestations de réalisation du magazine d'information économique de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Drôme « L'Économie Drômoise ».</p> <p>Cette consultation se compose de 3 lots :</p> <p>Lot 1 : Mise en page</p> <p>Lot 2 : Impression</p> <p>Lot 3 : Routage</p>
Objectifs du magazine « L'Économie Drômoise »	<p>« L'Économie Drômoise » est le magazine d'information économique de la CCI de la Drôme. Edité à 17 000 exemplaires et en ligne sur le site internet de la CCI de la Drôme il a pour objectif de valoriser les initiatives et réalisations des entreprises de la Drôme et d'informer sur l'actualité de la CCI.</p> <p>Il est diffusé auprès des entreprises (industriels, commerçants, entreprises de service) mais également des décideurs économiques et politiques de la Drôme.</p> <ul style="list-style-type: none">☞ Valoriser la diversité et la qualité du milieu économique drômois☞ Informer les milieux économiques et politiques de l'actualité des entreprises de la Drôme ainsi que des actions menées par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme☞ Sensibiliser les entreprises, à travers un dossier thématique aux évolutions économiques, techniques, juridiques, sociales.
Destinataires du magazine « L'Économie Drômoise »	<p>Les entreprises drômoises (industries, commerces, services...), les élus et le personnel de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme, les services de l'Etat, du Conseil Départemental, les collectivités locales, tous les décideurs économiques et politiques, les professionnels de la santé ainsi que les partenaires de l'entreprise : banques, avocats, conseillers juridiques, notaires, experts comptables..., professionnels du tourisme, établissements scolaires, décideurs drômois expatriés...</p>

L'économie Drômoise est éditée tous les 3 mois (soit 4 numéros par année civile) par la Chambre de commerce et d'industrie territoriale de la Drôme. Un supplément « formation » est joint à ce magazine deux fois par an.

Dates prévisionnelles de parution (Année 2026) :

1. Mars 2026 (semaine 9)
2. Juin 2026 (semaine 22)
3. Septembre 2026 (semaine 36)
4. Décembre 2026 (semaine 48)

Périodicité

Le planning de parution est susceptible d'évoluer.

En cas de parution exceptionnelle d'un numéro supplémentaire, les conditions générales mentionnées dans le dossier de consultation seront applicables.

En cas de non-parution d'un ou plusieurs numéro(s), aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire du marché à la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Drôme.

Tirage et diffusion

Le tirage du magazine et du supplément formation est de 17 000 exemplaires (+/- mille). Il peut être demandé un tirage plus important en cas d'opérations exceptionnelles. Le routage postal du magazine et du supplément formation, après traitement du fichier, est de 16 500 exemplaires (+/- mille).

Contenu du journal

Le contenu rédactionnel et iconographique du magazine appartient exclusivement à la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Drôme.

Délais

Un rétro planning concernant la totalité des étapes de la fabrication est remis, en début d'année, à tous les intervenants et validé par chacun. Les prestataires s'engagent à respecter les délais indiqués dans ce document.

Obligations du titulaire

Le titulaire du marché a pour obligation d'aviser la CCI à tous les stades de la réalisation du travail (bon à tirer, cromalin, bon à graver).

Le titulaire du marché a obligation de désigner une personne dans l'entreprise qui sera l'interlocuteur privilégié de la CCI.

Le titulaire du marché a obligation de fournir un travail de qualité au moins identique à celui réalisé actuellement. La base de références étant les numéros témoins en ligne sur le site internet de la CCI de la Drôme : <https://www.drome.cci.fr/le-magazine-de-la-cci-de-la-drome>.

Le titulaire du marché doit transmettre tous fichiers portant sur la réalisation du magazine à la CCI sur simple demande.

Confidentialité

Pendant toute la durée d'exécution de cet accord-cadre, chaque attributaire s'engage à conserver un caractère strictement confidentiel conformément aux dispositions du présent CCP et s'interdisent de révéler à tout tiers sauf dans l'hypothèse où la divulgation serait requise par la loi ou les règlements en vigueur ou pour les besoins de l'exécution de cet accord-cadre. Chaque titulaire s'oblige également à tenir strictement confidentiels tous les éléments, documents et informations dont il aura connaissance à quelque titre que ce soit, relativement à l'activité de l'autre titulaire et/ ou en raison de l'existence ou dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre.

Chaque attributaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

19.2 – Caractéristiques principales du magazine

LES CARACTERISTIQUES DU MAGAZINE

- Périodicité : trimestriel (4 numéros par an)
- Format fermé : L210 x H270 mm
- Format ouvert : L420 x H270 mm
- Impression : quadrichromie recto verso
- Couverture : 135 g/m² sur couché demi mat
- Pages intérieures : 90 g/m² sur couché satin (trace de bois)
- Pagination : 48 pages (variation +/- 4 pages) + 4 pages de couv.
- Poids : 125 g
- Quantité estimée imprimée : 17 000 exemplaires
- Façonnage : reliure 2 points métal
- Mise sous film estimée : 16 500 exemplaires

LES CARACTERISTIQUES DU SUPPLEMENT FORMATION

- Périodicité : semestriel
- Format fermé : L210 x H270 mm
- Format ouvert : L420 x H270 mm
- Impression : quadrichromie recto verso
- Couverture : 115 g/m² sur couché satiné
- Pagination : 16 pages
- Poids estimé : 45 g
- Quantité estimée imprimée : 17 000 exemplaires
- Façonnage : reliure 2 points métal
- Mise sous film/enveloppe estimée : 16 500 exemplaires, avec le magazine

19.3 – LOT N°1 – MISE EN PAGE – Caractéristiques techniques

Ce lot ne concerne que la mise en page du magazine « L'économie Drômoise », la mise en page du supplément étant prise en charge par le service formation.

L'Economie Drômoise est composé de 48 pages + 4 pages de couverture (*Cf. chemin de fer et au PDF du magazine fournis au DCE*) :

➔ **20 pages de publicité** (*éléments fournis par la régie prêts à être insérés dans la maquette*)

➔ **32 pages réparties en 10 rubriques :**

- La Une : 1 page
- Sommaire : 1 page
- Actu du territoire : 3 pages
- Vie des entreprises : 7,5 pages
- Made in Drôme : 2 pages
- L'interview : 2 pages
- Dossier : 6,5 pages
- Dans la peau : 2 pages
- Réponse d'expert : 1 page
- Cahier CCI : 5 pages
- Fiche pratique / Vu pour vous : 1 page

- ➔ Le prestataire aura en charge la mise en page et l'exécution de 32 pages du magazine, en veillant au respect de l'identité visuelle du magazine. Les textes (format Word) et les photos sont fournis par la CCI par mail, ou en téléchargement via Internet.
- ➔ Le prestataire aura en charge l'intégration des pages et encarts publicitaires fournis par la régie, au format PDF. Il s'assurera du respect du format et de la bonne résolution des visuels réceptionnés. Il fera valider les pages de publicité montées à la régie, avec laquelle il traitera en direct.
- ➔ La maquette de L'économie Drômoise sera fournie au prestataire, format Indesign avant le début de l'exécution du marché.
- ➔ Le prestataire saura mettre en valeur textes et images, sur la base de la maquette existante. Il saura faire les adaptations de mise en page nécessaires en fonction des différents contenus.
- ➔ Le prestataire aura en charge l'iconographie du magazine :
 - il sera force de proposition sur le choix des photos,
 - il devra être en mesure de fournir au besoin les pictogrammes, les infographies, les illustrations et les dessins de presse susceptibles de renforcer la touche créative du magazine et l'impact des textes.
- ➔ Le prestataire prévoira les épreuves de contrôle (format PDF basse définition) nécessaires à la relecture, et le Bon à Graver, pour être soumis à la validation du Directeur de la Publication, dans des délais tenant compte des contraintes des diverses relectures.
- ➔ Le prestataire devra transmettre les fichiers définitifs à l'imprimeur par voie électronique (selon souhait et cahier des charges techniques de l'imprimeur), après accord de la CCI.
- ➔ Les **fichiers sources au format Adobe InDesign 2021 ou antérieure, au format PDF et PDF web (avec liens actifs)** de chaque numéro seront remis à la CCI via Wetransfer, sans frais supplémentaires.
- ➔ Les infographies, illustrations et « photo-montages » réalisés dans le cadre de cette prestation deviendront propriété de la CCI et seront susceptibles d'être utilisés dans d'autres supports de la CCI (ex. : sites Internet, plaquettes promotionnelles, réseaux sociaux...).

19.4 – LOT N°2 – IMPRESSION – Caractéristiques techniques

Selon les caractéristiques principales définies à l'article 19.2, le prestataire aura en charge l'impression de 17 000 exemplaires du magazine, 4 fois par an, selon le planning fourni. Il aura également en charge l'impression simultanée d'un supplément formation, 2 fois par an.

- ➔ Les éléments seront fournis par voie électronique par le prestataire en charge du lot n°2 (mise en page - exécution), selon les modalités et contraintes techniques définies par l'imprimeur.
- ➔ Pour le premier numéro du marché, une épreuve de contrôle des pages intérieures et de la couverture devra être envoyée par courrier à la personne en charge du magazine dans un délai d'un jour avant lancement de l'impression. Pour les numéros suivants, un BAT numérique sera envoyé pour validation avant lancement de l'impression.
- ➔ Il pourra être occasionnellement demandé au prestataire l'impression de documents commerciaux (publicités) ou d'un cavalier, avec le magazine. Les devis seront alors demandés au cas par cas.
- ➔ Le prestataire aura en charge la livraison des magazines au routeur. Celle-ci sera effectuée selon les caractéristiques techniques que ce dernier aura déterminées et présentées sous forme de cahier des charges directement à l'imprimeur.

Le prestataire devra assurer la livraison des magazines chez le routeur.

Le coût du transport entre l'imprimeur et les points de livraison sera compris dans le prix de l'impression.

- 16 500 magazines devront être livrés chez un routeur pouvant se situer partout en France
- 450 magazines seront livrés à la CCI de la Drôme à Valence
- 50 magazines seront à envoyer par Chronopost à la Régie Publicitaire dans la Drôme

19.5 – LOT N°3 – ROUTAGE – Caractéristiques techniques

Lot réservé uniquement à des entreprises adaptées au sens de l'article L. 2113-12 du Code de la commande publique

- ➔ Le prestataire aura en charge le traitement de deux fichiers d'adresses. Ces fichiers seront transmis par la CCI de la Drôme au format Excel pour PC.
- ➔ Le prestataire transmettra au préalable son cahier des charges directement à l'imprimeur pour la livraison du magazine.
- ➔ Le prestataire se chargera de la mise sous film papier et de l'adressage d'environ 16500 exemplaires du magazine (et de son supplément deux fois par an). Le nombre d'exemplaires à router variera en fonction du fichier d'adresses fourni. Il sera demandé au prestataire routeur de faire réajuster lui-même auprès de l'imprimeur le nombre d'exemplaires minimum à lui livrer, à chaque numéro.
- ➔ Il pourra être occasionnellement demandé au prestataire l'ajout de documents commerciaux (format 27x21 cm maximum) soit dans l'enveloppe avec le magazine, soit glissé en central du magazine. Les devis seront alors demandés au cas par cas.
- ➔ Le prestataire se chargera du dépôt à la Poste des magazines (N°CI communiqué ultérieurement).

Il sera demandé au prestataire de collecter, saisir et détruire les Plis Non Distribués (PND). Le fichier des adresses des PND sera remis sous format Excel à la CCI de la Drôme